

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

### PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

## TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE	VOIE AERIENNE	
Six mois	Un an	Six mois	Un an
an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO .....	15.000f	31.000f	-
Etranger : France, Zaire R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie.	-	20.000f. 40.000f	-
Etranger : Autres Pays	-	23.000f 46.000f	-
Prix du numéro .....	Année courante 600 f	Année ant. 700f.	-
Par la poste : .....	Majoration de 130 f par numéro	-	-
Journal légalisé .....	900 f	Par la poste	-

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne ..... 1.000 francs

Chaque annonce répétée ... Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520790630/81

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## LOI

2010

15 décembre. Loi n° 2010-16 portant loi de finances pour l'année 2011 ..... 719

## PARTIE OFFICIELLE

## LOI

## EXPOSE DES MOTIFS

La préparation du projet de loi de finances pour l'année 2011 se déroule à la fin du premier programme sous l'Initiative de Soutien à la Politique Economique (ISPE), commencé depuis 2007 qui a permis à notre pays d'engranger des résultats importants dans le domaine de la gestion macroéconomique et des réformes structurales malgré un contexte de crise en 2007 et 2008.

L'année 2010 marque un renforcement de ces acquis avec un retour progressif à une croissance économique notable et une poursuite de l'assainissement des finances publiques.

En 2011, le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale prévoit une croissance vigoureuse de 4,2 %. Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait se situer à 6,4 %. Les tensions inflationnistes devraient rester modérées dans les pays avancés.

Ce regain de croissance au niveau mondial, se refléterait au plan intérieur par un redressement de l'activité économique en ralentissement depuis 2008 sous l'effet des chocs liés à la flambée des cours mondiaux du pétrole et des produits alimentaires mais également à la crise économique et financière. Les perspectives macroéconomiques tablent sur une croissance du PIB réel de 4,4 % contre 4,0 % en 2010.

En 2011, la gestion budgétaire devrait se dérouler dans un environnement macroéconomique plus favorable avec la consolidation de la croissance observée en 2010. La stratégie de mobilisation des recettes sera articulée autour des grands axes que constituent : l'élargissement de l'assiette et la réforme foncière. Aussi, le nouveau programme discuté avec le Fonds Monétaire International sera appuyé de nouveau par l'ISPE et comptera entre autres objectifs :

- la stabilité macroéconomique soutenue par une politique budgétaire saine avec une amélioration de la qualité des dépenses en vue de mieux contenir la croissance et lutter contre la pauvreté ;
- l'accroissement des recettes publiques pour couvrir davantage, dans le budget, les dépenses prioritaires ;
- la consolidation des progrès enregistrés dans la gestion des finances publiques en renforçant la crédibilité et l'exécution budgétaire tout en évitant l'accumulation d'arriérés de paiement ;
- la poursuite des réformes structurelles pour améliorer le climat des affaires.

Dans ce contexte, la loi de finances 2011 sera marquée notamment par :

- la mise en œuvre de la première année du Document de Politique Economique et Sociale (2011-2015) qui constitue le socle de la politique nationale de développement économique et social et le cadre de mise en œuvre des actions arrêtées pour la réalisation des objectifs du Millénaire ;
- le maintien du cap pour la stratégie de croissance accélérée ;
- l'utilisation de la méthode de la budgétisation axée sur les résultats qui porte le nombre des ministères sous CDSMT de quatorze (14) à vingt (21) en 2011 ;
- la prise en charge des dépenses d'Education pour 45.5 % du budget de fonctionnement avec notamment la couverture complète des salaires des corps émergents et des bourses, mais également des dépenses de santé pour 10.3 % ;
- la couverture correcte des dépenses permanentes à hauteur de 58,79 milliards de francs CFA pour assainir en particulier les relations financières avec les entreprises du sous secteur de l'hydraulique urbaine et de la SENELEC.

Les ressources du projet de loi de finances 2011 sont évaluées à 2081,99 milliards F CFA contre 2131,54 milliards de francs CFA pour les charges, ce qui dégage un déficit de 49,55 milliards de francs CFA contre 51,23 milliards de francs CFA dans la LFR de 2010 soit une baisse de 1,68 milliard de francs CFA.

S'agissant des ressources internes du projet de budget 2011, elles sont projetées à 1727,07 milliards de francs CFA contre 1543,69 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 183,38 milliards de francs CFA en valeur absolue et 11,88 % en valeur relative.

Concernant les recettes externes, elles sont projetées à 281 milliards de francs CFA contre 273,3 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 7,7 milliards de francs CFA en valeur absolue et 2,8 % en valeur relative.

Les charges financées sur ressources internes du projet de budget 2011 sont évaluées à 1776,62 milliards de francs CFA contre 1594,92 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 181,7 milliards de francs CFA en valeur absolue et 11,39 % en valeur relative.

Quant aux dépenses financées sur recettes externes elles sont projetées à 281 milliards de francs CFA et varient dans les mêmes proportions que les recettes de même nature évoquées ci-dessus.

#### I. - Les Recettes du Budget général.

Globalement les projections de recettes du budget général sont caractérisées par une tendance à la hausse par rapport à la loi de finances rectificative 2010, passant de 1 816,99 milliards de francs CFA à 2008,07 milliards de francs CFA pour la loi de finances 2011 soit une hausse de 191,08 milliards de francs CFA en valeur absolue et 10,52 % en valeur relative. Malgré des baisses prévues sur les ressources PPTE/IADM et sur les dons budgétaires, les recettes fiscales et les recettes non fiscales devront connaître une évolution favorable grâce à une amélioration attendue des recouvrements.

##### 1. - Les recettes fiscales.

Les recettes fiscales sont projetées à 1299,4 milliards de francs CFA contre 1226,3 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une progression de 73,1 milliards de francs CFA en valeur absolue et 6 % en valeur relative.

##### 2. - Les recettes non fiscales.

Les recettes non fiscales sont estimées à 46 milliards de francs CFA contre 42,7 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 3,3 milliards de francs CFA en valeur absolue et 7,7 % en valeur relative.

##### 3. - Les autres recettes internes.

Il s'agit des dons budgétaires, de la prise en charges des ressources PPTE/IADM, des remboursements de prêts rétrocédés et d'emprunts budgétaires auprès de partenaires comme la Banque Mondiale, le FMI, la BAD et l'AFD. Ces soutiens importants, dont le Trésor est comptable assignataire, sont projetés à 381,68 milliards de francs CFA en 2011 contre 274,69 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 106,99 milliards de francs CFA en valeur absolue et 38,95 % en valeur relative.

##### 4. - Les recettes externes.

Les prévisions de recettes externes augmentent par rapport à celles de la loi de finances rectificative 2010 passant de 273,3 milliards de francs CFA à 281 milliards de francs CFA pour la loi de finances 2011 soit une augmentation de 7,7 milliards de francs CFA en valeur absolue et 2,8 % en valeur relative.

## II. - Les dépenses du Budget général.

Les charges du budget général sont réparties entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement.

### 1 - Les dépenses ordinaires.

Les dépenses ordinaires sont projetées à 1258,92 milliards de francs CFA dont 254,73 milliards F de francs CFA de dette publique, 416 milliards de francs CFA de dépenses de personnel et les autres dépenses courantes estimées à 588,19 milliards de francs CFA (dont 12 milliards de PPTE/IADM). Elles sont en hausse de 103,5 milliards de francs CFA en valeur absolue et 8,96 % en valeur relative par rapport à la loi de finances rectificative 2010. Cette augmentation concerne respectivement le service de la dette pour 65,6 milliards de francs CFA, les dépenses de personnel pour un montant de 19,2 milliards de francs CFA et les « autres dépenses courantes » pour de 18,7 milliards.

#### 1-1 La dette publique :

Elle est projetée à 254,73 milliards de francs CFA contre 189,13 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse, de 65,6 milliards de francs CFA en valeur absolue et 34,69 % en valeur relative. Cette hausse provient aussi bien du service de la dette intérieure qu'extérieure.

#### 1-2 Les dépenses de personnel :

Elles sont projetées à 416 milliards de francs CFA contre 396,8 milliards de francs CFA en 2010 soit une hausse de 19,2 milliards de francs CFA en valeur absolue, et une variation relative de 4,8 %.

Ces dépenses sont évaluées après mise à jour du fichier de la solde.

En effet, la préparation du budget sur SIGFIP a permis de faire le toilettage du fichier du personnel en mettant à jour les imputations budgétaires par agent et précisant les emplois tenus : il a été également mis à jour les diverses indemnités servies à chaque salarié.

Au total, ces dépenses prennent en compte les incidences financières des dernières hausses indemnitàires conclues avec les organisations syndicales (hors corps émergents qui seront prévus dans les dépenses de fonctionnement) pour un montant de 3,25 milliards de francs CFA de mesures nouvelles et la prise en charge de nouveaux recrutements pour 5,32 milliards de francs CFA notamment dans le secteur de la santé.

Par ailleurs, il importe que l'opération d'intégration dans la Fonction publique des diplômés relevant actuellement des émergents de l'éducation continue d'être menée avec diligence pour maîtriser les incidences financières qui ne manqueront pas de se répercuter sur les autres dépenses de fonctionnement, en cas d'insuccès.

#### 1-3 Les autres dépenses courantes.

Ces dépenses sont projetées à 588,19 milliards de francs CFA (dont 12 de PPTE/IADM) contre 569,49 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2010, soit une hausse de 18,7 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 3,28 % en valeur relative.

Un montant total de 502,32 milliards de francs CFA a été alloué en services votés réévalués aux institutions et ministères dont 276,32 milliards de francs CFA en fonctionnement et 226 milliards de francs CFA en transferts courants.

Les mesures nouvelles d'un montant de 94,44 milliards de francs CFA ont été obtenues suite à une augmentation des données de cadre macroéconomique largement discutées avec les partenaires au développement (notamment FMI) et d'autre part par un effort interne consistant à la réduction de tous les budgets sur certaines lignes jugées non sensibles de 25 % par rapport à leurs services votés. Elles ont ainsi, permis la prise en charge de :

- la couverture totale des salaires des corps émergents qui passent de 76,94 milliards de francs CFA en 2010 à 105,94 milliards de francs CFA en 2011 ; soit une hausse de 36,28 % en valeur relative.

Il faut rappeler que depuis trois années successives, des décrets d'avances portant ouverture de crédits sont pris en cours de gestion pour compléter le paiement des salaires du dernier trimestre. Afin d'éviter de recourir à ces rallonges qui faussent la crédibilité budgétaire, le Gouvernement a fait un effort en accordant des mesures nouvelles d'un montant de 37 milliards de F CFA pour couvrir entièrement des charges salariales des corps émergents. Toutefois, des mesures d'assainissement consistant à identifier le nombre d'agents de ce corps et la réalité des dépenses qui lui sont affectées, seront l'objet d'une vérification approfondie par le Ministère de l'Economie et des Finances.

- l'augmentation de la dotation des bourses nationales à hauteur de 2,5 milliards afin de contenir les dépenses dans l'enveloppe de 19,5 milliards de francs CFA ;

- les factures d'eau au titre de l'année 2011 pour 15 milliards de francs CFA. Le montant de la facture de l'Administration centrale devrait se situer autour de 20 milliards de francs CFA pour 2011. Des efforts de réduction de consommation de 5 milliards sont prévus dans la cadre de l'assainissement du sous secteur et de ses relations avec l'Etat ;

- les factures et compenses de l'électricité pour la gestion 2011 pour 43,79 milliards de francs CFA. Ce montant permettra de payer la facture de l'Administration centrale prévue pour 17,6 milliards de francs CFA et de prendre en charge les opérations de compensation du manque à gagner de la SENELEC pour insuffisance tarifaire estimées à 26,19 milliards de francs CFA ;

- en ce qui concerne les dépenses de téléphone, elles seront couvertes par la concertation prévue dans le cadre du pacte d'actionnaires avec France Télécom ;

- la préparation des élections de 2010 avec l'inscription de 4 milliards au ministère de l'Intérieur et 700 millions à la CENA dans le budget 2011 pour permettre aux structures en charge de l'organisation de ces élections de respecter les délais de passation des marchés de fournitures ;

- la prise en charge pour 500 millions, pour la première année des activités relatives à l'organisation du sommet Africités prévu en 2012 à Dakar ;

- l'augmentation du fonds de dotation avec une mesure nouvelle de 1,75 milliards de francs CFA ;

- la dotation des nouveaux services issus du décret 2010-925 du 8 juillet 2010 modifié, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères.

## 2 - Les dépenses d'investissement.

Le montant total des ressources affectées à l'investissement dans la Loi de Finances 2011 s'élève à une enveloppe de 798,70 milliards de francs CFA répartie comme suit :

- 517,7 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital sur ressources internes (crédits de paiement), soit 64,8 % des investissements publics ;

- 281 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital sur ressources extérieures, soit 35,2 % des investissements publics.

L'enveloppe globale des investissements publics est passée de 712,8 milliards de F CFA en 2010 à 798,7 milliards de francs CFA, soit une hausse de 85,9 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 12,13 % en valeur relative.

Cette augmentation substantielle du budget d'investissement 2011 s'explique par la programmation du projet de prolongement de l'autoroute à péage à AIBD-Mbour-Thiès dont le financement fait l'objet d'un emprunt sur le marché financier en raison de la forte rentabilité économique dudit projet (24 %).

Les crédits d'investissements 2011 contribuent pour un montant de 674,34 milliards de francs CFA, soit 84 % à la réalisation des Orientations Stratégiques du Document de Politique Economique et Sociale. Le reste des investissements prévus, d'un montant de 124,36 milliards de francs CFA, soit 16 % est constitué :

- d'une part, de la réserve de gestion d'un montant de 21,34 milliards de francs CFA pour faire face en cours de gestion à des dépenses imprévues revêtant un caractère urgent et prioritaire et,

- d'autre part, pour un montant de 103,19 milliards de francs CFA de dépenses de souveraineté nationale (défense nationale, sécurité publique, affaires étrangères, etc.), d'impôts et taxes sur les marchés publics financés sur ressources extérieures, de participation financière de l'Etat aux organisations sous-régionales, régionales et internationales, d'indemnités d'expropriation et de préemption et de bâtiments et équipements administratifs pour l'amélioration des conditions de travail des services de l'administration.

Ainsi l'allocation de crédit d'investissements 2011 s'est totalement inscrite dans la perspective de la réalisation des Orientations Stratégiques du Document de Politique Economique et Sociale suivant la répartition ci-après :

ORIENTATIONS STRATEGIQUES	MONTANT EN CFA	%
AXE 1. - Modernisation du secteur agricole et développement du monde rural.....	127.006.000.000	19 %
AXE 2. - Culture de la gestion axée sur les résultats de développement .....	7.106.820.000	1 %
AXE 3. - Infrastructures d'accompagnement (routes, ports et énergie) et aménagement du territoire .....	332.704.623.000	49 %
AXE 4. - Amélioration des services sociaux de base pour un développement social .....	198.454.000.000	29 %
AXE 5. - Politiques transversales et d'accompagnement .....	9.069.000.000	1 %
<b>TOTAL GENERALE .....</b>	<b>674.340.443.000</b>	<b>100,0 %</b>

La répartition sectorielle des ressources internes et externes du budget d'investissement est la suivante :

SECTEURS	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
PRIMAIRE	58.072.000.000	95.799.000.000	153.871.000.000	20 %
SECONDAIRE	16.421.000.000	52.668.000.000	69.089.000.000	9 %
TERTIAIRE	222.882.000.000	37.072.000.000	259.954.000.000	33 %
QUATERNNAIRE	198.985.000.000	95.461.000.000	294.446.000.000	38 %
SOUS/TOTAL	496.360.000.000	281.000.000.000	777.360.000.000	100 %
HORS SECTEUR	21.340.000.000	0	21.340.000.000	
<b>TOTAL</b>	<b>517.700.000.000</b>	<b>281.000.000.000</b>	<b>798.700.000.000</b>	

La répartition par orientation stratégique du Document de Politique Economique et Sociale permet de constater que :

- la modernisation du secteur agricole et le développement du monde rural concentrent 19 % des investissements prévus en 2011, ce qui traduit la priorité que le Gouvernement continue d'accorder : (i) au développement des activités agro-sylvo-pastorales et à l'hydraulique rurale (ii) à la relance de la pêche et (iii) à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural.

Les principaux projets programmés en 2011 sont :

- Grande Offensive pour l'Alimentation et l'Agriculture (GOANA IV) avec les Programmes agricoles dans ses volets (i) subvention des semences d'arachide et de céréales des engrains et produits phytosanitaires, (ii) protection des cultures, et (iii) création et réhabilitation des aménagements hydo-agricoles ;
- Programme National d'Insémination artificielle et de Renforcement de la Protection sanitaire ;
- Programme agricole / volet élevage ;
- Programme de Réalisation des Bassins de Rétention et de gestion des ressources naturelles ;
- Programme de Développement de l'Aquaculture ;
- Programme Chaîne de froid.
- La culture de la gestion axée sur les résultats de développement reçoit une allocation de 1 % des investissements prévus en 2011.

L'opérationnalisation de cette orientation stratégique se traduit par la mise en œuvre des principaux projets suivants :

- Projets de suivi-évaluation des Cadres de Dépenses sectoriels à Moyen Terme (CDSMT) des départements ministériels ;
- Renforcement des capacités des ministères techniques et de l'exécution des projets ;
- Informatisation : Système intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP), Système Intégré de Gestion des Taxes (SIGTA ), Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCP), Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- Informatisation de l'Etat ;
- Projet de Coordination des Réformes Budgétaires et Financières et de Responsabilité financière ;
- Etude prospective, Document de Politique Economique et Social, Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social, Programmation des Investissements.
- Les infrastructures d'accompagnement (transports, routes et énergie) et l'aménagement du territoire qui bénéficient de 49 % des dépenses en capital qui seront consacrées essentiellement à la poursuite de l'amélioration de la mobilité urbaine et rurale ; à l'augmentation du taux d'accès à l'électricité en milieu rural et au renforcement du développement local et régional.

Les principaux projets programmés en 2011 sont :

- Projet de construction de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio ;
- Projet de prolongement de l'autoroute à péage à AIBD-Mbour-Thiès ;
- Programme Spécial Touba ;

- Programme Spécial Tivaouane ;
  - Programme de réalisation de l'Ouvrage d'Accostage et de Gare Maritime Karabane ;
  - Fonds d'Equipement des Collectivités locales ;
  - Programme National de Développement local ;
  - Programme de Renforcement des Collectivités locales ;
  - Projet central hydroélectrique de Félou ;
  - Programme d'Urgence d'Electrification Rurale.
- L'amélioration des Services sociaux de base pour un développement social occupe une place prépondérante dans l'allocation des crédits d'investissements avec un poids de 29 %. Ce secteur englobe tous les investissements relatifs (i) au développement des ressources humaines (éducation, enseignement technique et formation professionnelle, santé nutrition, etc.), et (ii) à l'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et du cadre de vie (approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu urbain, urbanisme et habitat).

Les principaux projets programmés en 2011 sont :

- Achèvement des programmes de constructions scolaires et universitaires ;
  - Achèvement des construction de Postes de Santé, de Centres de Santé, de l'Hôpital Dalal Jamm et des Hôpitaux de Kaolack et Fatick ;
  - Plan Stratégique de lutte contre le SIDA ;
  - Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) ;
  - Plan jaxaay (constructions de logements sociaux, Equipement des zones inondées, etc.).
- politiques transversales et d'accompagnement qui reçoit une allocation budgétaire de 1 % destinée à promouvoir l'emploi, de genre, la gouvernance et la participation citoyenne. En outre, il est prévu des actions spécifiques qui concourent à la promotion socio-économique des femmes, des jeunes et des populations déshéritées, au développement du secteur privé et au renforcement de la compétitivité des entreprises nationales.

Ces politiques transversales sont prises en compte à travers l'exécution en 2011 des principaux projets ci-après :

- Office pour l'Emploi des jeunes, Fonds National d'Actions pour l'Emploi, Fonds de promotion des jeunes et des ASC et Volontaires du service civique national ;
- Appui à l'Inspection des Finances, à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), à la Cellule Nationale du Traitement de l'Information Financière (CENTIF), à l'Agence Judiciaire de l'Etat.
- Programme National de Bonne Gouvernance ;
- Renforcement des Capacités des Attachés Parlementaires ;
- Appui à la promotion des aînés, projet de réadaptation base communautaire handicapés et Programme de Santé de la Reproduction des Jeunes, phase 2 ;
- Bureau et Fonds d'Appui à la mise à niveau des Entreprises ;
- Plateforme d'Appui au Secteur Privé (PLASEPRI), Etudes, Enquêtes et Promotion du secteur privé ;
- Fonds National de l'Entreprenariat Féminin, Fonds National de Crédit pour les Femmes, etc.

## III - LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Ils sont projetés en ressources et en dépenses à 73,92 milliards de francs CFA contre 65,66 milliards de francs CFA en 2010 soit une hausse de 8,26 milliards de francs CFA qui s'explique notamment, par une amélioration du recouvrement du fonds national de retraite et du remboursement des prêts aux logements.

Comparativement aux lois de finances 2008, 2009 et 2010, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances pour l'année 2011 sont présentés dans le tableau ci-après :

	2008 LFI	2008 LFR	2009 LFI	2009 LFR	2010 LFI	2010 LFR	2011 LFI	LCART (LFI-LFR)10
<b>BUDGET GENERAL</b>								
Recettes du budget général	1579,0	1647,5	1755,5	1690,2	1780,0	1817,0	2008,1	10,52 %
Recettes internes	1255,8	1307,6	1495,5	1443,2	1506,7	1543,7	1727,1	11,88 %
Recettes ordinaires hors dons	1172,7	1087,5	1337,0	1202,0	1269,0	1269,0	1345,4	6,02 %
Recettes exceptionnelles	0,1	137,1	70,1	70,1	61,9	61,9	59,7	-3,55 %
Autres recettes	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	2,7	-66,25 %
Emprunt	75,0	75,0	61,8	111,9	125,0	160,0	289,9	81,18 %
Dons budgétaires			18,6	51,2	42,8	44,8	29,4	-34,41 %
Recettes externes	323,2	339,9	260,0	247,0	273,3	273,3	281,0	2,82 %
Dons budgétaires	14,0	14,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Emprunt programmé	34,2	34,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Ressources affectées	275,0	291,7	260,0	247,0	273,3	273,3	281,0	2,82 %
Charges du budget général	1591,5	1663,3	1776,8	1733,8	1822,8	1868,2	2057,6	10,14 %
Dépenses ordinaires	887,5	966,2	1079,0	1079,0	1110,0	1155,4	1258,9	8,96 %
Dette publique	83,2	83,2	150,0	150,0	174,1	189,1	254,7	34,71 %
Traitements et salaires	347,0	347,0	389,0	389,0	396,8	396,8	416,0	4,84 %
Autres dépenses courantes	457,3	536,0	540,0	540,0	539,1	569,5	588,2	3,28 %
Dépenses en capital	704,0	697,1	697,8	654,8	712,8	712,8	798,7	12,05 %
- Sur ressources internes	429,0	405,4	437,8	407,8	439,5	439,5	517,7	17,79 %
- Sur ressources externes	275,0	291,7	260,0	247,0	273,3	273,3	281,0	2,82 %
Solde du Budget général	-12,5	-15,8	-21,3	-43,6	-42,8	-51,2	-49,5	-3,23 %
<b>COMPTES SPECIAUX TRESOR</b>								
ressources	51,8	51,8	52,2	61,1	65,7	65,7	73,9	12,51 %
Charges	61,3	61,3	58,2	61,1	65,7	65,7	73,9	12,51 %
Solde des comptes spéciaux	-9,5	-9,5	-6,0	0,00	0,00	0,00	0,00	
dont Avals et garanties								
+ prêts log	9,5	9,5	9,5	6,0	9,5	9,5	6,0	-36,84 %
<b>SOLDE GLOBAL</b>								
Y compris dons	22,0	-25,3	-27,3	-43,6	-42,8	-51,2	-49,5	-3,23 %

Ille est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2011 soumis à votre approbation.

**LOI n° 2010-16 DU 15 DECEMBRE 2010  
PORTANT LOI DE FINANCES  
POUR L'ANNÉE 2011.**

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du lundi 15 novembre 2010 ;

Le Sénat a adopté, en sa séance du vendredi 3 décembre 2010 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**PREMIERE PARTIE :**

**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE**

**TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES.**

**A. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.**

Article premier. – I. - La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2011 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 1.727.075.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 281.000.000.000 francs CFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

IV. - Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.008.075.000.000 francs CFA.

**B. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES.**

Art. 2. - Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 2.057.620.000.000 francs CFA conformément aux annexes III et IV et V de la présente loi.

**TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES À L'EQUILIBRE  
DES RESSOURCES ET DES CHARGES.**

**A. - EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET**

Art. 3. - I. - Pour l'année 2011, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

RESSOURCES	MONTANT	CHARGES	MONTANT	SOLDE
<b>I - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A. - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<b>A1 - Recettes internes</b>		<b>A1 - Dépenses sur recettes internes .....</b>		
A. 1-1. - Recettes hors emprunt .....		Dette publique.....	254.730	
Recettes fiscales .....	1.299.400	Dépenses de personnel .....	416.000	
Recettes non fiscales .....	46.000	Autres dépenses courantes .....	588.190	
Recettes exceptionnelles	59.700	Dépenses en capital sur ressources internes .....	517.700	
Remboursements prêts et Avances .....	2.700			
Dons budgétaires .....	29.385			
<b>Total recettes .....</b>	<b>1.437.185</b>	<b>Total dépenses sur recettes internes</b>	<b>1.776.620</b>	<b>-339.435</b>
<b>A.1-2 Emprunt</b>				
Emprunts .....	289.890			
<b>Total emprunts .....</b>	<b>289.890</b>			
<b>TOTAL A = (A-1-1+A1-2) .....</b>	<b>1.727.075</b>	<b>TOTAL A = (A-1-1) .....</b>	<b>1.776.620</b>	<b>-49545</b>
<b>B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<b>B - Recettes externes</b>				
Tirage dons et emprunts	281.000	Dépenses en capital sur ressources externes .....	281.000	
<b>Total B .....</b>	<b>281.000</b>	<b>Total B .....</b>	<b>2.057.620</b>	
<b>TOTAL I = (A+B) .....</b>	<b>2.008.075</b>	<b>TOTAL I = (A+B) .....</b>	<b>2.057.620</b>	<b>-49545</b>
<b>2. - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Recettes.....	73.916	Titre 7 Dépenses .....	73.916	0
<b>TOTAL BUDGET = (1+2).....</b>	<b>2.081.991</b>	<b>TOTAL BUDGET = (1+2) .....</b>	<b>2.131.536</b>	<b>-49.545</b>

II. - Pour l'année 2011, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 649.820.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

III. - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

## DEUXIEME PARTIE

# MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

## TITRE I. - MOYENS DES SERVICES.

### **A - DEPENSES SUR RESSOURCES INTERIEURES :**

Art. 4. – Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2011, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1.164.483.682.000 francs CFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par le titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique .....	254.730.000.000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel .....	407.433.757.000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement .....	276.317.439.500 francs CFA
- Titre 4 transferts courants .....	226.002.485.500 francs CFA

Art. 5. – Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2011, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 94.436.318.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses de personnel .....	8.566.243.000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement .....	73.510.075.000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants .....	12.360.000.000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.

Art. 6. – I. Il est ouvert pour l'année 2011, au titre des dépenses en capital du budget général les crédits de paiement d'un montant de 517.700.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 5 Investissement exécutés par l'Etat .....	150.635.200.000 francs CFA
- Titre 6 transfert en capital .....	367.064.800.000 francs CFA

II. – Il est ouvert pour la loi de finances 2011, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes dun montant de 3.849.201.000.000 francs CFA

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

### **B - INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES :**

Art. 7. - I - Pour la loi de finances de l'année 2011, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 281.000.000.000 francs CFA ainsi réparties :

- Emprunt .....	156.000.000.000 francs CFA
- Subvention .....	125.000.000.000 francs CFA

II. - Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2.460.410.000.000 de francs CFA ainsi répartis :

- Emprunt .....	1.337.046.000.000 francs CFA
- Subvention .....	1.123.364.000.000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

### C. - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 8. - I. - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2011 sont évaluées à 56.166.000.000 francs CFA.

II. - Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 56.166.000.000 francs CFA.

III. - Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

Art. 9. - Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2011, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds nationale de Retraire ».

Art. 10. - I. - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances 2011 sont évaluées à 150.000.000 francs CFA.

II. - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 150.000.000 francs CFA.

Art. 11. - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2011 sont évaluées à 16.800.000.000 francs CFA.

II. - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 16.800.000.000 francs CFA.

Art. 12. - I. - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances, sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.

II. - Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA.

Art. 13. - Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12; les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 73.916.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances 2011 sont évaluées à la somme de 73.916.000.000 francs CFA

## TITRE II. - DISPOSITIONS DIVERSES

### A. - TAXES PARAFISCALES.

Art. 14. - La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2011.

### B. - CREDITS EVALUATIFS.

Art. 15. - Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII.

### C. - RESPECT DES REGLES ORGANISANT LES DEPENSES PUBLIQUES.

Art. 16. - Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques.

L'agent de l'Etat, qui viole cette disposition, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisant, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie.

### D. - AUTORISATION DE REGULATION DES DEPENSES.

Art. 17. - Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital.

### E. - CENTRALISATION DES TRANSFERTS DANS LE COMpte UNIQUE DU TRESOR.

Art. 18. - Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans les comptes de dépôt ouverts au Trésor.

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 15 décembre 2010.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

*Le Premier Ministre.*

Souleymane Ndéné NDIAYE.

## ANNEXE 1

## Prévisions des recettes par article et par paragraphe

en francs CFA

NOMENCLATURE ET NATURE DES RECETTES	PREVISIONS LFR 2010	REALISATIONS Au 31-08-10	PREVISIONS LFI 2011	ECARTS LFI 11 et LFR 10	
<b>RECETTES INTERNES</b>					
<b>RECETTES FISCALES</b>					
<b>ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES</b>					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital .....	147.300.000	116.500.000	139.000.000	-8.300.000	-5,63%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations.....	189.300.000	116.800.000	206.500.000	17.200.000	9,09%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement) .....		0	23.300.000	23.300.000	
Paragraphe 0714 - autres impôts directs (dont CGU) .....	1.200.000	0	400.000.	-800.000	-66,67%
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS ET DROITS</b>	<b>337.800.000</b>	<b>233.300.000</b>	<b>369.200.000</b>	<b>31.400.000</b>	<b>9,30%</b>
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services.....	632.200.000	422.800.000	672.500.000	40.300.000	6,37%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement .....	50.200.000	31.800.000	30.800.000	-19.400.000	-38,65%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation .....	171.100.000	114.400.000	189.200.000	18.100.000	10,58%
Paragraphe 0719 - autres recettes fiscales..	35.000.000	16.100.000	37.700.000	2.700.000	7,71%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS .....</b>	<b>888.500.000</b>	<b>585.100.000</b>	<b>930.200.000</b>	<b>41.700.000</b>	<b>4,69%</b>
<b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES ....</b>	<b>1.226.300.000</b>	<b>818.400.000</b>	<b>1.299.400.000</b>	<b>73.100.000</b>	<b>5,96%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>					
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine .....	5.400.000	12.400.000	22.100.000	16.700.000	309,26%
Paragraphe 0722 -Droits et frais administra.	100.000	0	100.000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations	100.000	0	100.000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers .....	35.000.000	16.600.000	21.500.000	-13.500.000	-38,57%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	2.100.000	1.700.000	2.200.000	100.000	4,76%
<b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>42.700.000</b>	<b>30.700.000</b>	<b>46.000.000</b>	<b>3.300.000</b>	<b>7,73%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES NON FISCALES .....</b>	<b>1.269.000.000</b>	<b>849.100.000</b>	<b>1.345.400.000</b>	<b>76.400.000</b>	<b>6,02%</b>
<b>074 - DONS PROGRAMMES .....</b>	<b>44.767.000</b>	<b>7.900.000</b>	<b>29.385.000</b>	<b>-15.382.000</b>	<b>-34,36%</b>
<b>076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES ..</b>	<b>61.900.000</b>	<b>37.000.000</b>	<b>59.700.000</b>	<b>-2.200.000</b>	<b>-3,55%</b>
<b>729 - REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES) ....</b>	<b>8.000.000</b>	<b>2.000.000</b>	<b>2.700.000</b>	<b>-5.300.000</b>	<b>-66,25%</b>
<b>014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR</b>			40.000.000	40.000.000	
<b>016 - EMPRUNTS PROGRAMMES .....</b>		26.515.056	34.000.000	34.000.000	
<b>017 - AUTRES EMPRUNTS .....</b>	<b>160.027.000</b>	<b>36.168.495</b>	<b>215.890.000</b>	<b>55.863.000</b>	<b>34,91%</b>
<b>TOTAL ARTICLES 74 - 76 - 29 - 16 et 17</b>	<b>274.694.000</b>	<b>109.583.551</b>	<b>381.675.000</b>	<b>106.981.000</b>	<b>38,45%</b>
<b>TOTAL ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14 - 16 et 17 .....</b>	<b>1.543.694.000</b>	<b>958.683.551</b>	<b>1.727.075.000</b>	<b>183.381.000</b>	<b>11,88%</b>
<b>012 - DONS PROJETS ET LEGS .....</b>	<b>140.844.000</b>	<b>45.736.428</b>	<b>125.000.000</b>		
<b>016 - EMPRUNTS PROGRAMMES .....</b>		26.515.056	34.000.000	-15.844.000	-1125%
<b>015 - TIRAGE SUR EMPRUNTS PROJETS</b>	<b>132.456.000</b>	<b>75.133.041</b>	<b>156.000.000</b>	<b>23.544.00</b>	<b>17,77%</b>
<b>TOTAL ARTICLES 12 et 15 .....</b>	<b>273.300.000</b>	<b>120.869.469</b>	<b>281.000.000</b>	<b>7.700.000</b>	<b>2,82%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENARAL</b>	<b>1.816.994.000</b>	<b>1.079.553.020</b>	<b>2.008.075.000</b>	<b>191.081.000</b>	<b>10,52%</b>

**ANNEXE 2**  
**Comptes spéciaux du Trésor**

en francs CFA

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
<b>COMPTE D'AFFECTION SPECIALE</b>		
Fonds national de retraite .....	54.000.000.000	54.000.000.000
Fonds de Lutte contre incendies .....	1.056.000.000	1.056.000.000
Caisse d'encouragement à la Pêche et industries		
Annexes .....	900.000.000	900.000.000
Frais de contrôle des sociétés à participation publique .....	210.000.000	210.000.000
<b>sous/total.....</b>	<b>56.166.000.000</b>	<b>56.166.000.000</b>
<b>COMPTE DE COMMERCE</b>		
Opération à caractère industriel et commercial des Armées .....	150.000.000	150.000.000
<b>sous/total .....</b>	<b>150.000.000</b>	<b>150.000.000</b>
<b>COMPTE DE PRETS</b>		
Consolidation d'avances en prêts établissements publiques Soc. A Part. pub maj.....	0	0
Prêts aux Collectivités locales .....	800.000.000	800.000.000
Prêts à divers organismes .....	0	0
Prêts à divers particuliers .....	16.000.000.000	16.000.000.000
<b>sous/total.....</b>	<b>16.800.000.000</b>	<b>16.800.000.000</b>
<b>COMPTE D'AVANCES</b>		
Avances établissements publiques Soc. A Part. pub maj .....	0	0
Avance à 1 an à divers organismes .....	0	0
Avance à 1 an à divers agents publics .....	0	0
Avance à 1 an aux collectivités locales .....	800.000.000	800.000.000
<b>sous/total.....</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>
<b>RECAPITULATION GENERALE</b>		
COMPTE D'AFFECTION SPECIALE .....	56.166.000.000	56.166.000.000
COMPTE DE COMMERCE .....	150.000.000	150.000.000
COMPTE DE PRETS .....	16.800.000.000	16.800.000.000
COMPTE D'AVANCES.....	800.000.000	800.000.000
<b>Total.....</b>	<b>73.916.000.000</b>	<b>73.916.000.000</b>

## ANNEXE 3

**Réévaluation des Services votés**  
**Récapitulation par section et titre**  
**(Ne tient pas compte de CST)**

en francs CFA

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011	
		Réévaluation services votés	
<b>10 Dette publique</b>			
DETTE PUBLIQUE			
Dette publique			
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et dépenses .....	174.100.000.000	254.730.000.000	
<b>Total Dette publique .....</b>	<b>174.100.000.000</b>	<b>254.730.000.000</b>	
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE .....</b>	<b>174.100.000.000</b>	<b>254.730.000.000</b>	
Total général Section 10 .....	174.100.000.000	254.730.000.000	
<b>21 Présidence de la République</b>			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 – 21 Dépenses de personnel .....	3.708.417.320	4.189.452.080	
Titre 3 – 21 Dépenses de fonctionnement.....	12.406.086.000	9.962.552.750	
Titre 4 – 21 Transferts courants .....	18.395.870.00	13.931.192.500	
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>34.510.373.320</b>	<b>28.083.197.330</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>34.510.373.320</b>	<b>28.083.197.330</b>	
<b>Total Général Section 21 .....</b>	<b>34.510.373.320</b>	<b>28.083.197.330</b>	
<b>22 Assemblée Nationale</b>			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 – 22 Dépenses de personnel .....	6.294.320.660	6.617.315.560	
Titre 3 – 22 Dépenses de fonctionnement.....	6.280.168.000	4.382.745.000	
Titre 4 – 22 Transferts courants .....	96.800.000	91.161.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>12.671.288.660</b>	<b>11.551.221.560</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>12.671.288.660</b>	<b>11.551.221.560</b>	
<b>Total Général Section 22 .....</b>	<b>12.671.288.660</b>	<b>11.551.221.560</b>	
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 4 – 23 Transferts courants .....	1.700.000.000	1.600.983.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>1.700.000.000</b>	<b>1.600.983.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>1.700.000.000</b>	<b>1.600.983.000</b>	
<b>Total Général Section 23 .....</b>	<b>1.700.000.000</b>	<b>1.600.983.000</b>	

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011
		Réévaluation services votés
<b>24 Conseil Economique et Social</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 24 Dépenses de personnel .....	1.782.000.000	1.782.000.000
Titre 3 – 24 Dépenses de fonctionnement .....	1.392.000.000	1.270.224.000
Titre 4 – 24 Transferts courants .....	50.000.000	47.087.000
Total Budget de Fonctionnement .....	3.224.000.000	3.099.311.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>3.224.000.000</b>	<b>3.099.311.000</b>
<b>Total Général Section 24 .....</b>	<b>3.224.000.000</b>	<b>3.099.311.000</b>
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 25 Dépenses de personnel .....	145.858.980	146.008.000
Titre 3 – 25 Dépenses de fonctionnement .....	72.016.000	55.370.000
Total Budget de Fonctionnement .....	217.874.980	201.378.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>217.874.980</b>	<b>201.378.000</b>
<b>Total Général Section 25 .....</b>	<b>217.874.980</b>	<b>201.378.000</b>
<b>27 Cour Suprême</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 27 Dépenses de personnel .....	763.414.140	748.683.000
Titre 3 – 27 Dépenses de fonctionnement .....	718.843.000	655.956.000
Titre 4 – 27 Transferts courants .....	2.100.000	1.977.000
Total Budget de Fonctionnement .....	1.484.357.140	1.406.616.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>1.484.357.140</b>	<b>1.406.616.000</b>
<b>Total Général Section 27 .....</b>	<b>1.484.357.140</b>	<b>1.406.616.000</b>
<b>28 Cour des Comptes</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 28 Dépenses de personnel .....	697.501.560	755.181.560
Titre 3 – 28 Dépenses de fonctionnement .....	306.815.000	243.952.000
Total Budget de Fonctionnement .....	1.004.316.560	999.133.560
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>1.004.316.560</b>	<b>999.133.560</b>
<b>Total Général Section 28 .....</b>	<b>1.004.316.560</b>	<b>999.133.560</b>
<b>29 SENAT</b>		
<b>BUDGET GENRAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 29 Dépenses de personnel .....	3.062.777.000	3.062.777.000
Titre 3 – 29 Dépenses de fonctionnement .....	1.109.101.000	1.012.073.000
Titre 4 – 29 Transferts courants .....	0	0
Total Budget de Fonctionnement .....	4.171.878.000	4.364.850.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>4.171.878.000</b>	<b>4.364.850.000</b>
<b>Total Général Section 29 .....</b>	<b>4.171.878.000</b>	<b>4.364.850.000</b>

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011
		Réévaluation services votés
<b>30 Primature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel .....	1.449.712.340	1.480.588.940
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement .....	4.053.465.000	3.275.064.500
Titre 4 - 30 Transferts courants .....	4.934.979.000	4.568.415.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>10.438.156.340</b>	<b>9.324.068.440</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>10.438.156.340</b>	<b>9.324.068.440</b>
<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
Dette Publique		
Titre 1 - 30 Amortissement et charge de la dette publique et dépenses .....	0	0
<b>Total Dette Publique .....</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE .....</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Général Section 30 .....</b>	<b>10.438.156.340</b>	<b>9.324.068.440</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel .....	16.969.480.020	17.164.914.800
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement .....	14.321.307.000	12.481.332.000
Titre 4 - 31 Transferts courants .....	4.958.636.000	4.669.820.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>36.249.423.020</b>	<b>34.316.126.800</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>36.249.423.020</b>	<b>34.316.126.800</b>
<b>Total Général Section 31 .....</b>	<b>36.249.423.020</b>	<b>34.316.126.800</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel .....	62.315.716.000	63.681.244.480
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement .....	20.370.842.000	19.134.068.000
Titre 4 - 32 Transferts courants .....	2.362.279.000	2.249.687.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>85.048.837.000</b>	<b>85.064.999.480</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>85.048.837.000</b>	<b>85.064.999.480</b>
<b>Total Général Section 32 .....</b>	<b>85.048.837.000</b>	<b>85.064.999.480</b>
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel .....	23.173.660.280	23.993.305.500
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement .....	6.918.587.000	4.806.617.750
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>30.092.247.280</b>	<b>28.799.923.250</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>30.092.247.280</b>	<b>28.799.923.250</b>
<b>Total Général Section 33 .....</b>	<b>30.092.247.280</b>	<b>28.799.923.250</b>

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011
		Réévaluation services votés
<b>34 Ministère de la Justice et Garde des Sceaux</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 34 Dépenses de personnel .....	16.035.573.660	15.714.525.480
Titre 3 – 34 Dépenses de fonctionnement.....	6.412.154.000	4.431.419.250
Titre 4 – 34 Transferts courants .....	885.700.000	715.862.000
Total Budget de Fonctionnement .....	23.333.427.660	21.861.806.730
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>23.333.427.660</b>	<b>21.861.806.730</b>
Total Général Section 34 .....	23.333.427.660	21.861.806.730
<b>35 Ministère de la Fonction Publique, et de l'emploi</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 35 Dépenses de personnel .....	1.403.597.320	795.160.260
Titre 3 – 35 Dépenses de fonctionnement.....	547.332.000	324.051.750
Titre 4 – 35 Transferts courants .....	1.218.629.000	929.649.000
Total Budget de Fonctionnement .....	3.169.558.320	2.048.861.010
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>3.169.558.320</b>	<b>2.048.861.010</b>
Total Général Section 35 .....	3.169.558.320	2.048.861.010
<b>36 Ministère des relations avec les Institutions</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 36 Dépenses de personnel .....	573.480.520	89.069.440
Titre 3 – 36 Dépenses de fonctionnement.....	342.903.000	227.553.000
Titre 4 – 36 Transferts courants .....	255.000.000	0
Total Budget de Fonctionnement .....	1.171.383.520	316.612.440
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>1.171.383.520</b>	<b>316.612.440</b>
Total Général Section 36 .....	1.171.383.520	316.612.440
<b>37 Ministère du Travail et des Organisations professionnelles</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 37 Dépenses de personnel .....	0	869.554.200
Titre 3 – 37 Dépenses de fonctionnement.....	0	175.258.000
Titre 4 – 37 Transferts courants .....	0	218.000.000
Total Budget de Fonctionnement .....	0	1.262.812.200
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>1.262.812.200</b>
Total Général Section 37 .....	0	1.262.812.200

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011
		Réévaluation services votés
<b>38 Ministère du Genre et des Relations avec les Associations Fémininès Africaines et Etrangères</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 38 Dépenses de personnel .....	0	86.670.000
Titre 3 – 38 Dépenses de fonctionnement .....	0	112.200.000
Titre 4 – 38 Transferts courants .....	0	80.153.000
Total Budget de Fonctionnement .....	0	279.023.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>279.023.000</b>
Total Général Section 38 .....	0	279.023.000
<b>39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 39 Dépenses de personnel .....	246.366.980	254.135.000
Titre 3 – 39 Dépenses de fonctionnement .....	386.228.000	194.850.000
Titre 4 – 39 Transferts courants .....	61.474.000	43.419.750
Total Budget de Fonctionnement .....	694.068.980	492.404.750
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>694.068.980</b>	<b>492.404.750</b>
Total Général Section 39 .....	694.068.980	492.404.750
<b>40 Ministère de l'Economie Maritime</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 40 Dépenses de personnel .....	1.294.788.140	1.316.503.880
Titre 3 – 40 Dépenses de fonctionnement .....	759.345.000	494.406.250
Titre 4 – 40 Transferts courants .....	171.600.000	161.605.000
Total Budget de Fonctionnement .....	2.225.733.140	1.972.515.130
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>2.225.733.140</b>	<b>1.972.515.130</b>
Total Général Section 40 .....	2.225.733.140	1.972.515.130
<b>41 Ministère de la Coopération internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports aériens, des Infrastructures et de l'Energie</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 41 Dépenses de personnel .....	1.557.218.380	841.235.720
Titre 3 – 41 Dépenses de fonctionnement .....	762.850.000	539.332.750
Titre 4 – 41 Transferts courants .....	200.000.000	285 771.00
Total Budget de Fonctionnement .....	2.520.068.380	1.666.339.470
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>2.520.068.380</b>	<b>1.666.339.470</b>
Total Général Section 41 .....	2.520.068.380	1.666.339.470

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011 Réévaluation services votés
<b>42 Ministère de l'Agriculture</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 42 Dépenses de personnel .....	2.920.488.360	2.605.696.000
Titre 3 – 42 Dépenses de fonctionnement .....	1.503.214.000	1.037.784.750
Titre 4 – 42 Transferts courants .....	5.121.317.000	4.771.162.500
Total Budget de Fonctionnement .....	9.545.019.360	8.414.643.250
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>9.545.019.360</b>	<b>8.414.643.250</b>
Total Général Section 42 .....	9.545.019.360	8.414.643.250
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 43 Dépenses de personnel .....	17.521.243.420	17.760.808.760
Titre 3 – 43 Dépenses de fonctionnement .....	8.125.428.000	6.438.827.750
Titre 4 – 43 Transferts courants .....	3.838.429.000	3.614.856.000
Total Budget de Fonctionnement .....	29.485.100.420	27.814.492.510
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>29.485.100.420</b>	<b>27.814.492.510</b>
Total Général Section 43 .....	29.485.100.420	27.814.492.510
<b>44 Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 44 Dépenses de personnel .....	519.951.000	513.262.120
Titre 3 – 44 Dépenses de fonctionnement .....	312.852.000	207.431.000
Titre 4 – 44 Transferts courants .....	1.752.937.000	1.057.877.750
Total Budget de Fonctionnement .....	2.585.740.000	1.778.570.870
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>2.585.740.000</b>	<b>1.778.570.870</b>
Total Général Section 44 .....	2.585.740.000	1.778.570.870
<b>45 Ministère du Commerce</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 45 Dépenses de personnel .....	1.327.538.220	1.402.237.840
Titre 3 – 45 Dépenses de fonctionnement .....	440.691.000	373.692.000
Titre 4 – 45 Transferts courants .....	1.074.620.000	912.028.000
Total Budget de Fonctionnement .....	2.842.849.220	2.687.957.840
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>2.842.849.220</b>	<b>2.687.957.840</b>
Total Général Section 45 .....	2.842.849.220	2.687.957.840

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011 Réévaluation services votés
<b>46 Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 46 Dépenses de personnel .....	1.908.764.220	1.061.941.300
Titre 3 – 46 Dépenses de fonctionnement.....	1.411.467.000	557.003.500
Titre 4 – 46 Transferts courants .....	355.000.000	264.492.250
Total Budget de Fonctionnement .....	3.675.231.220	1.883.437.050
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>3.675.231.220</b>	<b>1.883.437.050</b>
Total Général Section 46 .....	3.675.231.220	1.883.437.050
<b>47 Ministère de l'Energie</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 47 Dépenses de personnel .....	174.544.000	0
Titre 3 – 47 Dépenses de fonctionnement.....	221.699.000	0
Titre 4 – 47 Transferts courants .....	50.000.000	0
Total Budget de Fonctionnement .....	446.243.000	0
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>446.243.000</b>	<b>0</b>
Total Général Section 47 .....	446.243.000	0
<b>49 Ministère de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le Secteur privé et le Secteur informel</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 49 Dépenses de personnel .....	638.059.100	605.455.720
Titre 3 – 49 Dépenses de fonctionnement.....	355.069.000	242.834.000
Titre 4 – 49 Transferts courants .....	547.776.000	508.846.500
Total Budget de Fonctionnement .....	1.540.904.100	1.357.136.220
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>1.540.904.100</b>	<b>1.357.136.220</b>
Total Général Section 49 .....	1.540.904.100	1.357.136.220
<b>50 Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des Langues nationales</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 50 Dépenses de personnel .....	132.842.301.640	150.542.066.940
Titre 3 – 50 Dépenses de fonctionnement.....	87.868.523.000	79.021.501.500
Titre 4 – 50 Transferts courants .....	1.686.910.000	1.577.405.000
Total Budget de Fonctionnement .....	222.397.734.640	231.140.973.440
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>222.397.734.640</b>	<b>231.140.973.440</b>
Total Général Section 50 .....	222.397.734.640	231.140.973.440

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011	Réévaluation services votés
<b>52 Ministère des Sports</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 – 52 Dépenses de personnel .....	0	1.332.887.960	
Titre 3 – 52 Dépenses de fonctionnement .....	0	1.326.582.250	
Titre 4 – 52 Transferts courants .....	0	106.250.000	
Total Budget de Fonctionnement .....	0	2.765.720.210	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>2.765.720.210</b>	
Total Général Section 52 .....		2.765.720.210	
<b>53 Ministère de la Culture et des Loisirs</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 – 53 Dépenses de personnel .....	841.258.680	879.410.080	
Titre 3 – 53 Dépenses de fonctionnement .....	515.702.000	355.883.250	
Titre 4 – 53 Transferts courants .....	3.267.010.000	2.738.911.500	
Total Budget de Fonctionnement .....	4.623.970.680	3.974.204.830	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>4.623.970.680</b>	<b>3.974.204.830</b>	
Total Général Section 53 .....		3.974.204.830	
<b>54 Ministère de la Santé et de la Prévention</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 – 54 Dépenses de personnel .....	31.386.727.900	35.539.122.020	
Titre 3 – 54 Dépenses de fonctionnement .....	14.668.902.000	9.943.543.000	
Titre 4 – 54 Transferts courants .....	74.506.060.900	70.385.002.020	
Total Budget de Fonctionnement .....	74.506.060.900	70.385.002.020	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>74.506.060.900</b>	<b>70.385.002.020</b>	
Total Général Section 54 .....		70.385.002.020	
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 – 55 Dépenses de personnel .....	2.459.459.480	1.227.862.020	
Titre 3 – 55 Dépenses de fonctionnement .....	2.765.492.000	726.219.750	
Titre 4 – 55 Transferts courants .....	1.447.633.000	186.250.000	
Total Budget de Fonctionnement .....	6.672.584.480	2.140.331.770	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>6.672.584.480</b>	<b>2.140.331.770</b>	
Total Général Section 55 .....		2.140.331.770	

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011
		Réévaluation services votés
<b>56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 56 Dépenses de personnel .....	3.929.143.300	3.981.264.520
Titre 3 – 56 Dépenses de fonctionnement .....	4.218.837.000	3.023.167.500
Titre 4 – 56 Transferts courants .....	861.620.000	391.620.000
Total Budget de Fonctionnement .....	9.009.600.300	7.396.052.020
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b> .....	9.009.600.300	7.396.052.020
Total Général Section 56 .....	9.009.600.300	7.396.052.020
<b>57 Ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 57 Dépenses de personnel .....	0	724.412.360
Titre 3 – 57 Dépenses de fonctionnement .....	0	270.082.750
Titre 4 – 57 Transferts courants .....	0	311.403.000
Total Budget de Fonctionnement .....	0	1.305.898.110
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b> .....	0	1.305.898.110
Total Général Section 57 .....	0	1.305.898.110
<b>58 Ministère de la Famille, des Organisations féminines et de la Protection de l'Enfance</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 58 Dépenses de personnel .....	1.666.274.120	1.391.433.060
Titre 3 – 58 Dépenses de fonctionnement .....	1.848.975.000	1.103.006.000
Titre 4 – 58 Transferts courants .....	1.726.869.000	860.713.500
Total Budget de Fonctionnement .....	5.242.118.120	3.355.152.560
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b> .....	5.242.118.120	3.355.152.560
Total Général Section 58 .....	5.242.118.120	3.355.152.560
<b>59 Min. Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 59 Dépenses de personnel .....	10.156.997.660	10.011.175.940
Titre 3 – 59 Dépenses de fonctionnement .....	5.480.819.000	4.504.099.000
Titre 4 – 59 Transferts courants .....	880.384.000	829.105.000
Total Budget de Fonctionnement .....	16.518.200.660	15.344.379.940
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b> .....	16.518.200.660	15.344.379.940
Total Général Section 59 .....	16.518.200.660	15.344.379.940
<b>60 Charges non réparties</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 60 Dépenses de personnel .....	40.991.068.820	25.212.374.400
Titre 3 – 60 Dépenses de fonctionnement .....	76.496.329.000	97.979.786.000
Titre 4 – 60 Transferts courants .....	64.742.937.000	59.594.713.250
Total Budget de Fonctionnement .....	182.230.334.820	182.036.873.650
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b> .....	182.230.334.820	182.036.873.650
Total Général Section 60 .....	182.230.334.820	182.036.873.650

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011
		Réévaluation services votés
<b>62 Ministère de l'Elevage</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 62 Dépenses de personnel .....	1.461.604.300	1.582.926.880
Titre 3 – 62 Dépenses de fonctionnement .....	813.705.000	539.388.750
Titre 4 - 62 Transferts courants .....	29.142.000	215.795.000
Total Budget de Fonctionnement .....	2.304.451.300	2.338.110.630
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>2.304.451.300</b>	<b>2.338.110.630</b>
Total Général Section 62 .....	2.304.451.300	2.338.110.630
<b>63 Ministère de la Communication et des Télécommunications</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 63 Dépenses de personnel .....	301.102.460	366.857.900
Titre 3 – 63 Dépenses de fonctionnement .....	1.034.371.000	449.987.500
Titre 4 – 63 Transferts courants .....	721.370.000	721.370.000
Total Budget de Fonctionnement .....	2.056.843.460	1.538.215.400
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>2.056.843.460</b>	<b>1.538.215.400</b>
Total Général Section 63 .....	2.056.843.460	1.538.215.400
<b>64 Ministère de l'Entreprenariat féminin et de la Micro finance</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 64 Dépenses de personnel .....	0	147.318.000
Titre 3 – 64 Dépenses de fonctionnement .....	0	134.451.000
Titre 4 – 64 Transferts courants .....	0	416.136.000
Total Budget de Fonctionnement .....	0	697.905.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>697.905.000</b>
Total Général Section 64 .....	0	697.905.000
<b>65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 65 Dépenses de personnel .....	1.401.718.400	1.333.726.920
Titre 3 – 65 Dépenses de fonctionnement .....	487.773.000	331.092.750
Titre 4 – 65 Transferts courants .....	18.626.676.000	16.834.099.000
Total Budget de Fonctionnement .....	20.516.167.400	18.498.918.670
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>20.516.167.400</b>	<b>18.498.918.670</b>
Total Général Section 65 .....	20.516.167.400	18.498.918.670

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011
		Réévaluation services votés
<b>66 Ministère des Transports terrestres, des Transports ferroviaires et de l'aménagement du Territoire</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 66 Dépenses de personnel .....	461.806.120	734.860.460
Titre 3 – 66 Dépenses de fonctionnement .....	280.836.000	170.590.000
Titre 4 – 66 Transferts courants .....	0	50.000.000
Total Budget de Fonctionnement .....	742.642.120	955.450.460
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>742.642.120</b>	<b>955.450.460</b>
Total Général Section 66 .....	742.642.120	955.450.460
<b>67 Ministère des Energies renouvelables</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 67 Dépenses de personnel .....	0	92.982.100
Titre 3 – 67 Dépenses de fonctionnement .....	0	155.575.000
Total Budget de Fonctionnement .....	0	248.557.100
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>248.557.100</b>
Total Général Section 67 .....	0	248.557.100
<b>68 Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 68 Dépenses de personnel .....	162.268.420	729.289.720
Titre 3 – 68 Dépenses de fonctionnement .....	243.543.000	254.531.500
Total Budget de Fonctionnement .....	405.811.420	983.821.220
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>405.811.420</b>	<b>983.821.220</b>
Total Général Section 68 .....	405.811.420	983.821.220
<b>69 Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 69 Dépenses de personnel .....	0	723.833000
Titre 3 – 69 Dépenses de fonctionnement .....	0	386.640.000
Titre 4 – 69 Transferts courants .....	0	300.000.000
Total Budget de Fonctionnement .....	0	1.410.473.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>1.410.473.000</b>
Total Général Section 69 .....	0	1.410.473.000
<b>72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 – 72 Dépenses de personnel .....	0	140.489.000
Titre 3 – 72 Dépenses de fonctionnement .....	0	195.365.000
Titre 4 – 72 Transferts courants .....	0	442.624.000
Total Budget de Fonctionnement .....	0	778.478.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>778.478.000</b>
Total Général Section 72 .....	0	778.478.000

Pouvoirs publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	LF pour l'année 2011	Réévaluation services votés
<b>75 Ministère de l'Enseignement supérieur, des Universités des Centres Universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche scientifique</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 – 75 Dépenses de personnel .....	2.253.797.080	2.124.241.080	
Titre 3 – 75 Dépenses de fonctionnement .....	2.945.731.000	2.679.117.000	
Titre 4 – 75 Transferts courants .....	79.425.872.000	74.799.708.000	
Total Budget de Fonctionnement .....	84.625.400.080	79.603.066.080	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>84.625.400.080</b>	<b>79.603.066.080</b>	
Total Général Section 75 .....	84.625.400.080	79.603.066.080	
<b>76 Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 – 76 Dépenses de personnel .....	0	77.446.000	
Titre 3 – 76 Dépenses de fonctionnement .....	0	130.231.000	
Total Budget de Fonctionnement .....	0	207.677.000	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>207.677.000</b>	
Total Général Section 76 .....	0	207.677.000	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL TOUTES SECTIONS : .....</b>	<b>1.110.000.000.000</b>	<b>1.164.483.682.000</b>	

## ANNEXE 4

**Répartition des mesures nouvelles  
par Pouvoir public ou Ministère et par titre**

en francs CFA

POUV. PUBL. ET MINISTERES	PERSONNEL	FONCTION.	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
POUVOIRS PUBLICS				
21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		103.447.000	290.000.000	393.447.000
22 ASSEMBLEE NATIONALE		460.000.00	-	460.000.00
23 COMMIS ELECTORALE NAT. AUTONOME		-	700.000.000	700.000.000
24 CONS. ECONOM. ET SOCIALE		-	-	-
25 C. CONSTITUTIONNEL		3.000.000	-	3.000.000
27 COUR SUPREME		60.000.000	-	60.000.000
28 COUR DES COMPTES		-	-	-
29 SENAT		290.000.000	-	290.000.000
S/ TOTAL POUVOIR PUBLICS		916.447.000	990.000.000	1.906.447.000
30 PRIMATURE		60.000.000	-	60.000.000
31 M. AFF. ETRANG.		353.000.000	500.000.000	853.000.000
32 M. FORCES ARMEES		1.000.000.000	-	1.000.000.000
33 M. INTERIEUR		4.000.000.000	-	4.000.000.000
34 M. JUSTICE		-	-	-
35 M. FONCT. PUBLIQUE		-	-	-
36 M. DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS		-	-	-
37 M. DU TRAVAIL ET DES ORG. PROFES.		-	-	-
38 M. GENRE RELAT. ASS. FEM. AFRIC.		6.000.000	-	6.000.000
39 M. SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR		-	105.000.000	105.000.000
40 M. ECONOMIE MARITIME		-	-	-
41 M. COOP.INT.AMEN.TER.ET TRANSP. AERIEN		-	-	-
42 M. AGRICULTURE		5.000.000	-	5.000.000
43 M ECONOMIE ET DES FINANCES		120.644.000	50.000.000	170.644.000
44 M. MINES, INDUSTRI. ET AGRO INDUSTRIE		-	-	-
45 M. COMMERCE		-	120.000.000	120.000.000
46 M. URBAN. HABIT. CONSTRUC. HYDRAU.		20.000.000	-	20.000.000
47 M. ENERGIE		-	-	-
49 M. ARTISANAT ET TOURISME		-	-	-
50 M. ENS. PRESC. ELEM. MOY. SECON.		35.392.835.000	-	35.392.835.000
52 M. DES SPORTS		450.000.000	425.000.000	875.000.000

53 M. CULTURE ET LOISIRS			-	-
54 M. SANTE ET DE LA PREVENTION			-	-
55 M. JEUNESSE			-	-
56 M. ENVIRO. PROTEC. NATURE		20.000.000	-	20.000.000
57 M. ACT. SOCIALE SOLIDARITE NATIONALE		25.000.0000	-	25.000.000
58 M. FAMILLE ORG. ENTREP. FEM. PROTEC. ENF.		50.000.000	-	50.000.000
59 M. ENSEIGN. TECHN. FORMAT. PROF		1.607.165.000	100.000.000	1.707.165.000
60 M. CHARGES NON REPARTIES	8.566.243.000	29.428.984.000	5.270.000.000	43.265.227.000
62 M. ELEVAGE		-	-	-
63 M. COMMUNICATION TELECOM.		-	-	-
64 M. ENTREPRE. FEM. ET MICRO FINANCES		20.000.000	-	20.000.000
65 M. DECENTRAL. ET DES COLLECT. LOCALES		-	2.250.000.000	2.250.000.000
66 M. TRANSP. TERRES. TRANS FERR AMEN. TERR		35.000.000	50.000.000	85.000.000
67 M. ENERG. RENOUV. BIOCARBURANT		-	-	-
68 M. URBANIS. ASSAINISSEMENT		-	-	-
69 M. HYGIE. PUBL. CADRE DE VIE		-	-	-
72 M. ECOVIL. BASS. RETENT. LACS ARTIF. P.M.E.			-	-
75 M. ENSEIG. SUPER. UNIVERS. CENTRES UNIVERS			2.500.000.000	2.500.000.000
76 M. TECHNOL. INFORM. COMMUNICATION				
S/TOTAL MOYENS SERVICES	8.566.243.000	72.593.628.000	11.370.000.000	92.529.871.000
TOTAL GENERAL	8.566.243.000	73.510.075.000	12.360.000.000	94.436.318.000

**ANNEXE 5 : Répartition des crédits de Paiement et des Prévisions  
de Tirage par pouvoir public ou ministère et par titre**

*en milliers de francs*

	RESSOURCES INTERNES CP	RESSOURCES EXTERNE S		TOTAL PT+CP
		EMPRUNTS PT	SUBVENTIONS PT	
<b>21. Présidence de la République</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	1.115.875	11.549.000	2.418.000	15.082.875
6 Transfert en capital .....	46.722.000	0	0	46.722.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>47.837.875</b>	<b>11.549.000</b>	<b>2.418.000</b>	<b>61.804.875</b>
<b>22. Assemblée Nationale</b>				
6 Transfert en capital .....	750.000	0	0	750.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>750.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>750.000</b>
<b>27. Cour des Suprême</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	150.000	0	0	150.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>150.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150.000</b>
<b>28. Cour des Comptes</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	1.125.000	0	0	1.125.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>1.125.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.125.000</b>
<b>29. SENAT</b>				
6 Transfert en capital .....	0	0	0	0
<b>Total Section : .....</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>30. Primature</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	813.000	1.543.000	4.766.000	7.122.000
6 Transfert en capital .....	4.497.000	0	0	4.497.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>5.310.000</b>	<b>1.543.000</b>	<b>4.766.000</b>	<b>11.619.000</b>
<b>31. Ministère des Affaires Etrangères</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	4.400.000	0	1.645.000	6.045.000
6 Transfert en capital .....	150.000	0	0	150.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>4.550.000</b>	<b>0</b>	<b>1.645.000</b>	<b>6.195.000</b>
<b>32. Ministère des Forces Armées</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	10.204.000	0	0	10.204.000
6 Transfert en capital .....	12.350.000	0	0	12.350.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>22.554.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22.554.000</b>
<b>33. Ministère de l'Intérieur</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	5.715.000	0	0	5.715.000
6 Transfert en capital .....	850.000	0	0	850.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>6.565.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6.565.000</b>
<b>34. Ministère de la Justice</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	1.150.000	0	0	1.150.000
6 Transfert en capital .....	0	0	0	0
<b>Total Section : .....</b>	<b>1.150.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.150.000</b>
<b>35. Ministère de la Fonction publique de l'Emploi</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	607.000	0	0	607.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>607.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>607.000</b>
<b>36. Ministère des Relations avec les Institutions</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	325.000	0	0	325.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>325.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>325.000</b>

**ANNEXE 5 : Répartition des crédits de Paiement et des Prévisions  
de Tirage par pouvoir public ou ministère et par titre**

*en milliers de francs*

	RESSOURCES INTERNES CP	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL PT+CP
		EMPRUNTS PT	SUBVENTIONS PT	
<b>37. Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	301.000	0	0	301.000
Total Section : .....	301.000	0	0	301.000
<b>38. Ministère du Genre et des Relations avec les Associations Féminines Africaines et Etrangères</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	400.000	0	270.000	670.000
Total Section : .....	400.000	0	270.000	670.000
<b>39. Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	150.000	0	0	150.000
6 Transfert en capital .....	300.000	0	0	300.000
Total Section : .....	450.000	0	0	450.000
<b>40. Ministère de l'Economie Maritime</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	5.488.000	6.100.000	800.000	12.388.000
6 Transfert en capital .....	79.000	0	0	79.000
Total Section : .....	5.567.000	6.100.000	800.000	12.467.000
<b>41. Ministère de la Coopér. intern. des Trans. aériens et des Infrastructures et de l'Energie</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	577.000	17.400.000	12.041.723	30.018.723
6 Transfert en capital .....	164.613.000	0	0	164.613.000
Total Section : .....	165.190.000	17.400.000	12.041.723	194.631.723
<b>42. Ministère de l'Agriculture</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	4.138.000	25.317.000	17.399.000	46.854.000
6 Transfert en capital .....	32.129.000	0	0	32.129.000
Total Section : .....	36.267.000	25.317.000	17.399.000	78.983.000
<b>43. Ministère de l'Economie et des Finances</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	47.454.325	0	1.100.000	48.554.325
6 Transfert en capital .....	21.224.800	0	0	21.224.800
Total Section : .....	68.679.125	0	1.100.000	69.779.125
<b>44. Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	1.563.000	3.000.000	3.509.000	8.072.000
6 Transfert en capital .....	990.000	0	0	990.000
Total Section : .....	2.553.000	3.000.000	3.509.000	9.062.000
<b>45. Ministère du Commerce</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	410.000	0	1.015.000	1.425.000
6 Transfert en capital .....	830.000	0	0	830.000
Total Section : .....	1.240.000	0	1.015.000	2.255.000
<b>46. Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	5.932.000	10.919.000	2.500.000	19.351.000
6 Transfert en capital .....	29.848.000	0	0	29.848.000
Total Section : .....	35.780.000	10.919.000	2.500.000	49.199.000
<b>47. Ministère de l'Energie</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	3.982.000	34.432.900	6.301.000	44.715.900
6 Transfert en capital .....	7.018.000	0	0	7.018.000
Total Section : .....	11.000.000	34.432.900	6.301.000	51.733.900

**ANNEXE 5 : Répartition des crédits de Paiement et des Prévisions  
de Tirage par pouvoir public ou ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES CP	RESSOURCES EXTERNE\$		TOTAL PT+CP
		EMPRUNTS PT	SUBVENTIONS PT	
<b>49. Ministère de l'Artisanat, du Tourisme des Relations avec le secteur privé et le secteur informel</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	650.000	0	375.000	1.025.000
6 Transfert en capital .....	350.000	0	0	350.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>375.000</b>	<b>1.375.000</b>
<b>50. Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire du Moyen secondaire et des langues</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	15.866.000	5.550.000	24.407.277	45.823.277
6 Transfert en capital .....	2.512.000	0	0	2.512.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>18.378.000</b>	<b>5.550.000</b>	<b>24.407.277</b>	<b>48.335.277</b>
<b>52. Ministère des Sports</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	2.100.000	0	1.000.000	3.100.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>2.100.000</b>	<b>0</b>	<b>1.000.000</b>	<b>3.100.000</b>
<b>53. Ministère de la Culture, des Loisirs</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	1.020.000	750.000	0	1.770.000
6 Transfert en capital .....	2.450.000	0	0	2.450.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>3.470.000</b>	<b>0</b>	<b>750.000</b>	<b>4.220.000</b>
<b>54. Ministère de la Santé, de la Prévention</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	9.815.000	10.350.000	14.015.000	34.180.000
6 Transfert en capital .....	1.735.000	0	0	1.735.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>11.550.000</b>	<b>10.350.000</b>	<b>14.015.000</b>	<b>35.915.000</b>
<b>55. Ministère de la Jeunesse</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	500.000	0	868.000	1.368.000
6 Transfert en capital .....	425.000	0	0	425.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>925.000</b>	<b>0</b>	<b>868.000</b>	<b>1.793.000</b>
<b>56. Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature,</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	4.306.000	6.900.000	11.480.000	22.686.000
6 Transfert en capital .....	950.000	0	0	950.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>5.256.000</b>	<b>6.900.000</b>	<b>11.480.000</b>	<b>23.636.000</b>
<b>57. Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	179.000.	0	0	179.000
6 Transfert en capital .....	671.000	0	0	671.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>. 850.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>850.000</b>
<b>58. Ministère de la Famille, des Organisations Féminines et de la Protection de l'Enfance</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	1.595.000	1.350.000	1.985.000	4.930.000
6 Transfert en capital .....	1.130.000	0	0	1.130.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>2.725.000</b>	<b>1.350.000</b>	<b>1.985.000</b>	<b>6.060.000</b>
<b>59. Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	3.338.000	0	6.269.000	9.607.000
6 Transfert en capital .....	1.378.000	0	0	1.378.000
<b>Total Section : .....</b>	<b>4.716.000</b>	<b>0</b>	<b>6.269.000</b>	<b>10.985.000</b>

**ANNEXE 5 : Répartition des crédits de Paiement et des Prévisions  
de Tirage par pouvoir public ou ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES CP	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL PT+CP
		EMPRUNTS PT	SUBVENTIONS PT	
<b>62. Ministère de l'Elevage</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	3.971.000	1.324.000	740.000	6.035.000
6 Transfert en capital .....	518.000	0	0	518.000
Total Section : .....	4.489.000	1.324.000	740.000	6.553.000
<b>63. Ministère de la Communication et des Télécommunications</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	330.000	0	0	330.000
6 Transfert en capital .....	5.000.000	0	0	5.000.000
Total Section : .....	5.330.000	0	0	5.330.000
<b>64. Ministère de l'Entreprenariat Féminin et la Microfinance</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	355.000	0	2.350.000	2.705.000
6 Transfert en capital .....	1.375.000	0	0	1.375.000
Total Section : .....	1.730.000	0	2.350.000	4.080.000
<b>65. Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	440.000	10.107.100	4.846.000	15.393.100
6 Transfert en capital .....	13.560.000	0	0	13.560.000
Total Section : .....	14.000.000	10.107.100	4.846.000	28.953.100
<b>66. Ministère des Transports terrestres des Transports ferroviaires et de l'Amén.du Territoire.</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat	230.000	500.000	400.000	1.130.000
6 Transfert en capital .....	4.150.000	0	0	4.150.000
Total Section : .....	4.380.000	500.000	400.000	5.280.000
<b>67. Ministère des Energies Renouvelables</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	400.000	0	0	400.000
6 Transfert en capital .....	0	0	0	0
Total Section : .....	400.000	0	0	400.000
<b>68. Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	940.000	8.158.000	1.000.000	10.098.000
6 Transfert en capital .....	7.010.000	0	0	7.010.000
Total Section : .....	7.950.000	8.158.000	1.000.000	17.108.000
<b>69. Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de vie</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	350.000	0	0	350.000
6 Transfert en capital .....	650.000	0	0	650.000
Total Section : .....	1.000.000	0	0	1.000.000
<b>72. Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	770.000	1.500.000	750.000	3.020.000
6 Transfert en capital .....	850.000	0	0	850.000
Total Section : .....	1.620.000	1.500.000	750.000	3.870.000
<b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche Scientifique</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat	7.200.000	0	0	7.200.000
Total Section : .....	7.200.000	0	0	7.200.000
<b>72. Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication</b>				
5 Investissements exécutés par l'Etat .....	280.000	0	0	280.000
Total Section : .....	280.000	0	0	280.000
<b>TOTAL GENERAL :</b>	511.700.000	156.000.000	125.000.000	798.700.000

**ANNEXE 5 bis**  
**Financement des dépenses d'investissement**

*En millions de francs*

TITRE	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS					
AP	CP	FA	PT	FA	PT	AP+FA	CP+PT		
Investissements		3.849.201	517.700	1.337.046	156.000	1.123.364	125.000	6.309.611	
								798.700	

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = Financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

budgettaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

## ANNEXE 6

## Tableau des taxes parafiscales

(Art. 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

Art. 16 du projet de loi de finances)

NATURE TAXE	ORGANISME BENEFICIAIRE	TAUX ET ASSIETTE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES	PRODUIT POUR L'ANNEE 2010	EVALUATION POUR L'ANNEE 2011
Prélèvement	Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)	0,2 à 0,40 % valeur des marchandises importées	Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation et à l'exportation	loi n° 75-51 du 3 avril 1975	4.500.000.000	4.500.000.000
Cotisation professionnelle	COSEC	Cotisation annuelle de 10.000 francs	Cotisation professionnelle	décret n° 94-006 9 juin 1994		
Taxe sur les usagers de la route	Fonds d'entretien routier Autonome du Sénégal (FERA)	-3.545 F CFA hectolitre pour le super carburant -3.195 F CFA hectolitre pour l'essence ordin. - 1.595 F CFA hectolitre pour le gasoil	Taxe d'usage de la route	décret n° 2008-85 du 12 février 2008	22.500.000.000	24.500.000.000

## ANNEXE 7

## Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent de crédits évaluatifs

(Art. 18 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
<b>BUDGET GENERAL</b>	
Section 10 Dette publique	
Titre 1 90922247010 1511	Amortissement emprunt projet multilatéraux
Titre 1 90922247010 1521	Amortissement emprunt projet bilatéraux
Titre 1 90922247010 1611	Amortissement emprunt programme multilatéraux
Titre 1 90922247010 1761	Amortissement emprunt intérieurs auprès instit.
Titre 1 90922247010 6511	Intérêts et frais financiers dette multilatérale
Titre 1 90922247010 6521	Intérêts et frais financiers dette bilatérale
Titre 1 90922247010 6541	Autres Intérêts et frais financiers dettes extérieures
Titre 1 90922247010 6571	Intérêts et frais financiers dette intérieure
<b>Toutes sections</b>	
Titre 2 art 61 parag. 1 Ligne 1	TOUS LES SERVICES
Titre 2 art 61 parag. 3 Ligne 2	Dépenses de personnel
<b>section 31</b>	Indemnités de logement
Titre 3 14012005010 6271	AFFAIRES ETRANGERES
Titre 3 14012005010 6272	Location immeuble
<b>section 60</b>	Location bâtiment à usage logement
Titre 3 91322348010 6233	ECONOMIE ET FINANCES ( charges communes)
Titre 3 302170008011 6233	Couverture de débet
Titre 5 70095017999 6295	Frais d'acte et de contentieux
	Impôts et taxe sur marchés publics financés sur fonds extérieurs

**ANNEXE 8**  
**ENCOURS DE LA DETTE**  
(Art. 33 alinéa 2-5° de loi organique)

en milliards de francs

	ENCOURS au 31-12-2006	ENCOURS au 31-12-2007	ENCOURS au 31-12-2008	ENCOURS au 31-12-2010
<b>Crédit multilatéraux</b>				
FMI	490,2	612,1	716,3	985,80
BIRD/DA	10,8	10,8	28,8	163,20
BEI/FED/FND	294,4	358,2	417,8	492,82
BAD/FAD	7,5	11,4	11,1	9,97
OPEP/DADEA/BID/FASA	47,9	66,7	89,1	97,47
AUTRES	71,1	99,8	100,4	138,12
	58,5	65,2	69,0	84,22
<b>Crédit bilatéraux</b>				
Pays de l'OCDE	369,5	353,4	453,5	586,67
Pays arabes	84,4	60,2	131	207,32
Autres	229,6	235	248,6	260,36
	55,5	58,2	73,9	118,99
<b>Dette commerciale</b>				
DONT GARANTIE	4,6	2,9	1,7	0,08
EUROBOND	4,6	2,9	1,7	0,08
				90,00
<b>TOTAL</b>	<b>864,3</b>	<b>968,5</b>	<b>1171,6</b>	<b>1.662,55</b>

**ANNEXE 8 bis**  
**SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE**  
(Art. 33 alinéa 2-5° de loi organique)

	service prévisionnel	INT + COM	Principal
<b>DETTE EXTERIEURE</b>			
Crédit multilatéraux	80,23	19,82	60,41
dont BIRD/DA/FIDA	41,79	10,97	30,82
BAD/FAD	13,16	3,16	10
OPEP/DADEA/BID	15,33	3,32	12,01
FMI	0		
AUTRES CREDITS	9,95	2,37	7,58
Crédit bilatéraux	77,69	25,24	52,35
Pays de l'OCDE	49,54	10,52	39,02
Pays arabes	10,95	2,19	8,76
Autres	17,1	12,53	4,57
Autres crédits	0	0	0
Crédits d'Exportation	0	0	0
BCKOW	0	0	0
Crédits com. assurés			
Dette rééchelonnée			0
Opérations financières	9,32	9,32	0
Eurobund	9,32	9,32	0
<b>Total Brut (a)</b>	<b>167,14</b>	<b>54,38</b>	<b>112,76</b>
Economies PPTE (b)			
Economies IADM (c)			
<b>Total Net (a-b-c)</b>	<b>167,14</b>	<b>54,38</b>	<b>112,76</b>
<b>DETTE INTERIEURE</b>			
Source lettre n° 000471 MEF-DGCPT-TG du 7 octobre 2010			
Titres d'Etat	0	0	0
Concours FMI	4,56	2,96	1,6
Titres P.B.E.	0		0
Dépôt KOWEITIEN	5,57	0,25	5,32
Autres emprunts bancaires	1,86	1,86	0
Remboursement découvert statutaire BCEAO	8,54	0,64	7,9
Obligations du Trésor	42,68	14,41	28,27
Bons du Trésor	23,68	23,68	0
Dépôts des organismes	0,7	0,7	0
<b>Total dette intérieure</b>	<b>87,59</b>	<b>44,5</b>	<b>43,09</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>254,73</b>	<b>98,88</b>	<b>155,85</b>

**ANNEXE 9**  
**Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources**  
**PPTE / IADM**

INTITULÉS	AFFECTION crédit PPTE / IADM
PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS	9 900 000 000
Total PPTE	9 900 000 000
PRISE EN CHARGES DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION	2 100 000 000
Total IADM	2 100 000 000
<b>TOTAL EDUCATION</b>	<b>12 000 000 000</b>
<b>TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>12 000 000 000</b>

**ANNEXE 9 bis**  
**Liste des dépenses d'investissement sur ressources**  
**PPTE / IADM**

CODE PTIP	INTITULES DES PROJETS	AFFECTION ressources PPTE / IADM
30 Primature		
44081	Programme de renforcement de la Nutrition	1 172.000.000
	Total section	1.172.000.000
40 Ministère de l'Economie maritime, de la Pêche et des Transports maritimes.		
14133	Aires de transformations	492.000.000
	Total section	492.000.000
41 Ministere de Coopération internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports aériens et des infrastructures		
33014	Construction pont de Fanaye et Geole	2.000.000.000
33050	Pont de Gouloumbou	572.000.000
33049	Construction des 3 ponts de Matam sur 10 km	1 000.000.000
33014	Construction route Médina Gounass frontière Guinée	2 000.000.000
24089	Programme d'urgence électrification rurale	3 000.000.000
	Total section	8.572.000.000
42 Ministere du Développement rural et de l'Agriculture		
11012	Programme agricole/volet engrais	5 000.000.000
11010	Programme agricole/volet programmes spéciaux	5 679.000.000
11879	Appui développement rural en Casamance	377.000.000
11072	Projet de développement agricole de Matam	742.000.000
11006	Programme agricole/volet semences arachide	5 000.000.000
19504	Programme de développement des marchés agricoles	216.000.000
11880	Projet de développement filière micro jardin	188.000.000
19034	Programme agricole volet protection des culture	700.000.000
	Total section	17.902.000.000

CODE PTIP	INTITULES DES PROJETS	AFFECTATION crédit PETE / IADM
<b>44 Ministère de l'Industrie, des Mines, de la Transformation alimentaire des produits agricoles</b>		
22834	Plates-formes multifonctionnelles	300.000.000
29026	Fonds d'appui à la mise à niveau des entreprises	250.000.000
	Appui à l'industrie de transformation alimentaire	
22010	Agro-alimentaire	100.000.000
	Contribution à la promotion des filières agro- alimentaires et émergentes	100.000.000
	<b>Total section</b>	<b>750.000.000</b>
<b>45 Ministère du Commerce</b>		
31001	Projet d'édification d'infrastructures de stokage	180.000.000
	<b>Total section</b>	<b>180.000.000</b>
<b>46 Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique</b>		
15088	AEP Gorom-Lampsar	225.000.000
15030	PEPAM sous-programme BAD phase II	885.000.000
15521	PEPAM réalisation 4000 branchements sociaux	150.000.000
15023	Projet d'alimentation en eau potable de Touba	128.000.000
15522	PEPAM réalisation 12 forages multivillages	200.000.000
	<b>Total section</b>	<b>1.588.000.000</b>
<b>49 Ministère de l'Artisanat, du Tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel</b>		
23002	Fonds d'appui à l'Artisanat	200.000.000
	<b>Total section</b>	<b>200.000.000</b>
<b>50 Ministère de l'Enseignement Prescolaire, de l'Elémentaire et du Moyen Secondaire et des Langues Nationales</b>		
45012	Projet construction salles de classe	5 464.000.000
	<b>Total section</b>	<b>5.464.000.000</b>
<b>54 Ministère de la Santé et de la Prévention</b>		
44084	Appui au Programme SIDA	515.000.000
44126	Projet d'appui au Programme élargi de vaccination	500.000.000
44050	Programme Santé maternelle, infantile/SR	501.000.000
44120	Projet construction Centre de Santé de Cascas	375.000.000
44009	Construction et Equipement maternité le Dantec	740.000.000
	<b>Total section</b>	<b>2.631.000.000</b>
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>		
42522	Santé de la Reproduction des jeunes	50.000.000
	<b>Total section</b>	<b>50.000.000</b>
<b>56 Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels</b>		
13177	Programme appui au Développement forestier	190.000.000
13156	Projet Consolidation des zones cotières	126.000.000
13023	Projet de Renforcement du dispositif de lutte contre les feux de brousse	180.000.000
	<b>Total section</b>	<b>496.000.000</b>

CODE PTIP	INTITULES DES PROJETS	AFFECTATION crédit PETE / IADM
	<b>57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité nationale</b>	
46158	Projet réadaptation base communautaire handicapes	300.000.000
46143	Dotation au Fonds de Solidarité nationale	300.000.000
	<b>Total section</b>	<b>600.000.000</b>
	<b>58 Ministère de la Famille, des Organisations Féminines et de la Protection de l'Enfance</b>	
46159	Reconstitution stock de sécurité alimentaire	1.000.000.000
46110	Appui aux groupements féminins	400.000.000
46155	Prog.de lutte contre les Pires formes de Travaux d'enfants	330.000.000
	<b>Total section</b>	<b>1.730.000.000</b>
	<b>59 Ministere de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle</b>	
45060	Projet de Construction CETF Touba, Gossas, Guédiawaye, Nioro du Rip, Foundiougne, Salémata	325.000.000
45082	Projet Construction Lycée Technique Tambacounda et Mbacké	300.000.000
	<b>Total section</b>	<b>625.000.000</b>
	<b>62 Ministère de l'Elevage</b>	
12018	Programme National d'insemination artificielle	1.750.000.000
12065	Programme de Renforcement de la Protection Zoosanitaire	846.000.000
	<b>Total section</b>	<b>2.596.000.000</b>
	<b>64 Ministère de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance</b>	
29830	Fonds National de l'Entreprenariat féminin	1.000.000.000
	<b>Total section</b>	<b>1.000.000.000</b>
	<b>65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales</b>	
11886	Programme national de développement local	332.000.000
	<b>Total section</b>	<b>332.000.000</b>
	<b>68 Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement</b>	
41616	Pepam-réalisation de 30 km d'Assainissement eaux usées	600.000.000
	<b>Total section</b>	<b>600.000.000</b>
	<b>72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture</b>	
15512	Programme de réalisation des Bassins de Rétention	770.000.000
15002	Projet appui à la petite irrigation Locale	150.000.000
14016	Programme de développement pisciculture	100.000.000
	<b>Total section</b>	<b>1.020.000.000</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>48.000.000.000</b>

**ANNEXE 10**  
**SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCE**

N°	INTITULESAGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de CFA)		
		2009	2010	2011
1	Agence nationale de sécurité .....	150	150	94,9
2	Agence informatique de l'Etat .....	50		45
3	Agence pour la promotion des investis.Grands travaux (APIX) .....	2.540,90	2.540,8	1.759,4
4	Agence de la Case des Tout Petits .....	582,5	500,5	450,5
5	Agence nouveaux Chemins de Fer .....	50	50	49
6	Agence Nat. relance des activités Econ. Soc. en Casamance (ANRAC) ...	300	300	270
7	Mica Agence de la mise en oeuvre de la plateforme du Millen.Diamniadio	262	262	262
8	Agence pour la Propriété de Dakar (Approsen).....	300	300	300
9	Agence nationale de la Stastistique et de Démographie .....	2.630,40	2.630,4	2.157,9
10	Agence pour la Promotion du réseau Hydrographique .....	55	55	55
11	Agence nationale pour la Promotion du Tourisme .....	150	100	100
12	Agence de Régulation des Marchés.....	201,3	211,3	241,7
13	Agence Sénég. Promotion et le Développement des exportations.....	200	450	200
14	Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA) ..	210	210	210
15	Agence Sénégalaise pour l'Innovation Technologique (ASIT) .....	290	290	204,8
16	Agence pour la Promotion des Sites Industriels (APROSI) .....	185	185	130
17	Agence Sénégalaise de Normalisation .....	49,6	100	70,5
18	Agence pour le Développement des PME (ADPME) .....	441,9	441,9	416,1
19	Agence nationale pour l'Emploi des Jeunes .....	125	125	93,8
20	Agence de Presse Sénégalaise .....	400	500	500
21	Agence de l'Aviation Civile .....	100	100	100
22	Agence nationale de Pédologie .....	150	200	200
23	Agence pour la Reinsertion des Militaires .....	100	120	113
24	Agence pour la Promotion de l'Agriculture .....	170	170	221,3
25	ANCAR .....	1.071,00	1.071,2	1.000
26	Agence pour le Plan REVA .....	50	50	50
27	Autorité de Régulation des Marchés Publics .....	1.000,415	1.000,4	1.000,4
28	Agence des Ecovillages .....	50	300	221,3
29	Agence nationale de la Recherche Scientifique appliquée .....	50	150	150
30	Agence nationale Cadre de vie et de la Qualité de la Consommation .....	50	50	100
31	Agence nationale de la Grande Muraille verte .....	50	50	300
32	Agence des Aéroports du Sénégal .....	50	300	37,3
33	Agence nationale de la Météorologie du Sénégal .....	50	50	50
34	Agence nationale des Grands Projets Hospitaliers .....	50	50	45
35	Agence nationale Régulation Télécommunications des Postes .....	50	50	45
36	Agence nationale des AIRES Communautaires .....	50	-	-
37	Agence nationale Haute Autorité du Désert .....	50	50	50
38	Agence nationale Développement Local .....	50	50	37,5
39	Agence nationale des Affaires Maritimes .....		150	
40	Office pour la Formation et l'Emploi des Jeunes de la Banlieue .....		300	270
41	SENECLIC .....		241,2	167,2
42	Haute Autorité de Surveillance sécurité Prot.Envi.Ma. ....		200	228,8
43	Agence nationale de la Maison de l'Outil .....		100	
<b>TOTAL .....</b>		<b>12.365,015</b>	<b>14.154,7</b>	<b>12.237,4</b>

**ANNEXE 10 bis**  
**SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de CFA)		
		2009	2010	2011
1	Agence pour la promotion des investis.Grands travaux (APIX) .....	6.760	25.570	43.557
2	Agence de Reinsertion sociale Armées (ARSA) .....	259		
3	AGEROUTE .....	79.896	81.874	162.953
4	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) .....	2.310	7.700	4.500
5	Agence nationale pour la Reconstruction de la Casamance (ANRAC) ....	550	500	500
6	Agence nationale du Plan REVA .....	1.014	1.044	900
7	Agence Sénégalaise d'Electrification rurale (ASER) .....	6.268	4.168	4.258
8	Agence Sénégalaise pour l'Innovation Technologique (ASIT) .....	127	127	100
9	Agence pour le Développement des PME (ADPME) .....	175	90	90
10	Agence nationale pour la Promotion du Tourisme (ANPT) .....	100	100	100
11	Agence de Développement Municipal (ADM) .....	1.300	300	3.700
12	Agence de Régulation des Marchés (ARM) .....	200	175	180
13	Agence Sénégalaise pour la Promotion des Exportations (ASEPEX) .....	100	100	80
14	Agence nationale de la Case des Tout Petits (ANCTP) .....	730	900	600
15	Agence de l'Information de l'Etat .....	1.600	2.800	1.600
16	Agence pour la Promotion de l'Agriculture .....	500	400	300
17	Agence des Ecovillages .....	70	309	300
18	Agence nationale de la Recherche Scientifique appliquée .....	650	150	125
19	Agence nationale pour la Propreté du Sénégal .....	650	550	650
20	Agence SENECLIC Réseau national de Solidarité numérique .....	60	150	250
21	Agence nationale Cadre de vie et de la Qualité de la Consommation .....	600	-	-
22	Agence nationale de la Grande Muraille verte .....	500	500	550
23	Agence des Aéroports du Sénégal .....	520	-	-
24	Agence nationale de la Météorologie du Sénégal .....	50	400	250
25	Agence nationale de Conseil Agricole et rural (ANCAR) .....	253	253	250
26	Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) .....			200
27	Agence de la Maison de l'Outil .....			166
28	Agence nationale pour l'Emploi des Jeunes .....			25
29	Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat .....			50
TOTAL .....		96.242	128.160	226.234

## ANNEXE 11

OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES  
BENEFICIAINT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ MILLIARDS

STRUCTURES	LIBELLES	PREVISION 2009	EXECUTION 2009	PREVISION 2010	EXECUTION AU 31/07/2010
APIX	Transfert courant (Etat)	3.740.950.180	3.740.950.180	2.540.950.180	1.693.972.000
	Transfert en Capital (Etat)	55.800.000.000	55.800.000.000	25.500.000.000	12.700.000.000
	Bailleurs de Fonds	3.452.872.900	325.384.214	4.941.834.461	232.730.082
	<b>Total Recettes</b>	<b>62.993.823.080</b>	<b>59.866.334.394</b>	<b>32.982.784.641</b>	<b>14.626.702.082</b>
	Fonctionnement	3.740.950.180	3.067.676.795	2.540.950.000	1.959.755.049
	Investissement	59.252.872.900	23.717.878.347	30.441.834.461	29.653.485.116
	<b>Total Dépenses</b>	<b>62.993.823.080</b>	<b>26.785.555.142</b>	<b>32.982.784.461</b>	<b>31.613.240.165</b>
AATR	Transfert courant (Etat)	2.209.000.000	2.050.000.000	3.050.000.000	1.400.000.000
	Transfert en Capital (Etat)	73.496.000.000	44.352.296.596	95.135.000.000	34.088.606.656
	Bailleurs de Fonds	124.020.454.785	65.505.542.232	117.085.000.000	41.235.154.071
	<b>Total Recettes</b>	<b>199.725.454.785</b>	<b>111.907.838.828</b>	<b>215.270.000.000</b>	<b>76.723.760.727</b>
	Fonctionnement	2.209.000.000	2.119.583.444	3.050.000.000	1.344.962.799
	Investissement	197.516.454.785	107.738.255.384	212.220.000.000	75.323.949.397
	<b>Total Dépenses</b>	<b>199.725.454.785</b>	<b>109.857.838.823</b>	<b>215.270.000.000</b>	<b>76.668.912.196</b>
ASER	Transfert courant (Etat)	1.118.000.000	1.118.000.000	1.108.000.000	1.108.000.000
	Transfert en Capital (Etat)	7.350.000.000	5.150.000.000	3.150.000.000	150.000.000
	Bailleurs de Fonds	16.140.071.571	959.640.000	14.452.065.367	237.414.666
	<b>Total Recettes</b>	<b>24.608.071.571</b>	<b>7.227.640.000</b>	<b>18.710.065.367</b>	<b>1.495.414.666</b>
	Fonctionnement	1.462.455.091	3.670.282.422	1.329.312.394	1.502.233.441
	Investissement	23.145.616.480	5.388.239.311	17.380.752.973	2.939.771.304
	<b>Total Dépenses</b>	<b>24.608.071.571</b>	<b>9.058.521.733</b>	<b>18.710.065.367</b>	<b>4.442.004.745</b>
UCAD	Transfert courant (Etat)	19.491.036.808	19.491.036.808	19.464.462.000	9.732.231.000
	Transfert en Capital (Etat)	343.473.205	54.382.221	393.473.105	54.382.221
	Bailleurs de Fonds	973.880.719	946.417.282	7.936.924.727	5.079.631.825
	<b>Total Recettes</b>	<b>20.808.390.732</b>	<b>20.442.892.312</b>	<b>27.794.859.832</b>	<b>14.866.227.046</b>
	Fonctionnement	20.464.917.527	19.887.806.853	27.401.386.727	17.536.887.505
	Investissement	343.473.205	54.382.221	393.473.105	54.382.221
	<b>Total Dépenses</b>	<b>20.808.390.732</b>	<b>19.942.189.074</b>	<b>27.794.859.832</b>	<b>17.591.269.726</b>
COUD	Transfert courant (Etat)	13.344.700.000	13.344.700.000	11.582.700.000	9.573.008.500
	Transfert en Capital (Etat)	1.181.081.979	1.181.081.979	1.490.300.000	1.231.741.500
	Bailleurs de Fonds	65.000.000	13.500.000	25.000.000	5.750.000
	Ressources propres	1.777.000.000	1.551.958.410	1.825.500.000	1.168.960.970
	<b>Total Recettes</b>	<b>14.215.000.000</b>	<b>16.091.240.389</b>	<b>14.923.500.000</b>	<b>11.979.460.970</b>
	Fonctionnement	13.067.000.000	14.915.598.410	15.293.400.644	12.714.356.875
	Investissement	1.148.000.000	1.181.081.979	1.490.300.000	1.287.332.790
	<b>Total Dépenses</b>	<b>14.215.000.000</b>	<b>16.096.680.389</b>	<b>16.783.700.644</b>	<b>14.001.689.665</b>

**ANNEXE 12****SUR LES RISQUES BUDGETAIRES**

- Cautions, garanties, autres (risques contingents)

**1. Cautions.**

**Producteur indépendant d'Electricité (GTI) :** risque de mise en jeu de caution faible :

**Producteur Indépendant d'électricité (Kounoune Power) :** risque de mise en jeu de caution faible :

**2. - Capital social appelé non versé :**

La libération de la souscription de l'Etat à la banque verte et au groupe air Sénégal pour un montant global de : 7.296 milliards.

**3. - Action en Justice :**

Montant des risques susceptibles d'être réclamés en 2011, par défaut, au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux : 47 milliards.

**4. - Autres obligations contingentes :**

Elles concernent la dette des hôpitaux et autres établissements publics par rapport à laquelle, l'Etat peut venir en aide mais ne supporte aucune forme de garantie qui l'y oblige. Le montant des risques à ce titre dépendra des disponibilités financières de l'Etat.

---

---

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6546

---